

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soircorruption@gmail.com

FRAUDE FISCALE ET BLANCHIMENT DE FRAUDE FISCALE

Comment des Algériens ont organisé la triche

Hommes d'affaires, entrepreneurs, investisseurs, dirigeants politiques, commis de l'Etat ayant occupé de hautes fonctions, ministres en exercice ou l'ayant été : nombre d'Algériens ont été cités — preuves et documents à l'appui, certains parmi eux l'ont même reconnu —, dans des scandales qui ont marqué l'actualité internationale ces dernières années : HSBC, corruption transnationale dans l'octroi de gros marchés publics (SNC Lavalin, Eni-Saipem-Sonatrach, autoroute Est-Ouest, etc.), ou tout récemment les «Panama papers» qui n'ont pas encore tout révélé.

Qu'est-ce qu'ils ont de commun ? Au-delà de forts soupçons d'enrichissement illicite pour un certain nombre d'entre eux, ils se sont rendus coupables de fraude fiscale, blanchiment de fraude fiscale et d'évasion fiscale. Arrêtons-nous un instant sur la définition de ces délits.

1. Juridiquement, la fraude fiscale se définit comme la soustraction illégale à la législation de tout ou partie de la matière imposable d'un contribuable. En d'autres termes, le fraudeur paie peu ou pas d'impôts en ayant recours à des moyens illégaux. Cette notion ne doit pas être confondue avec l'évasion fiscale, qui est une pratique consistant à contourner ou diminuer l'impôt en profitant des possibilités offertes par les règles fiscales ou leurs lacunes (niches fiscales, acquisition d'une autre nationalité, etc.).

La fraude fiscale est le détournement «illégal» d'un système fiscal afin de ne pas contribuer aux cotisations publiques. Par contraste, l'évasion fiscale est l'utilisation, par des moyens légaux, de failles du système fiscal afin de réduire le montant de l'imposition. L'OCDE tente actuellement de limiter celle-ci via son «modèle de convention sur l'échange de renseignements en matière fiscale».

2. L'expression évasion fiscale a comme sens général l'évitement de l'impôt en déplaçant tout ou partie d'un patrimoine ou d'une activité vers un autre pays (souvent un paradis fiscal) sans que le citoyen concerné s'expatrie lui-même (ce serait alors une expatriation fiscale). Cette notion contient une ambiguïté : elle peut être rapprochée de celle de «fraude

fiscale», bien que selon le pays d'origine et la méthode utilisée, l'évasion fiscale puisse être légale, contrairement à la fraude qui est par définition illégale ; l'évasion fiscale est alors synonyme d'évitement licite de l'impôt (y compris en restant dans son pays, par exemple par l'exploitation de niches fiscales), de l'optimisation fiscale.

L'évasion fiscale est sans doute presque aussi ancienne que l'impôt, mais elle a été facilitée par la mondialisation, la complexification de la finance internationale, par le secret bancaire et par les progrès de l'informatique. L'évasion fiscale, le hold-up du siècle ?

3. Blanchiment de fraude fiscale. La fraude fiscale peut faire l'objet d'un blanchiment lorsque les sommes soustraites sont réintégrées dans le circuit légal. Exemple fréquent : lorsque le contribuable dépose frauduleusement des sommes sur un compte bancaire en France ou en Suisse, puis contracte un emprunt d'un montant similaire auprès de cette banque ou d'une de ses filiales. Cette dernière se rembourse alors à partir des sommes figurant sur le compte bancaire tandis que le contribuable utilise cet emprunt pour investir légalement, notamment par l'acquisition de biens immobiliers.

Les autorités concernées non... concernées !

4. Un paradis fiscal est un pays ou territoire à fiscalité réduite ou nulle, c'est-à-dire où le taux d'imposition est jugé très bas en comparaison avec les niveaux d'imposition existant



dans les pays de l'OCDE. Cette notion nécessite une «indulgence du législateur» du pays concerné et s'oppose à celle d'«harmonisation fiscale». Ces paradis sont réputés pour encourager l'évasion fiscale, des règles laxistes ou le contournement des règles. L'opacité des systèmes fiscaux et financiers est un critère important, parfois sous-estimé, même si on peut distinguer paradis fiscal et paradis financiers. L'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) a retenu quatre critères pour définir un paradis fiscal : des impôts insignifiants ou inexistant ; l'absence de transparence sur le régime fiscal ; l'absence d'échanges de renseignements fiscaux avec d'autres États ; l'absence d'activités substantielles (ce critère n'est plus pris en compte par l'OCDE depuis 2001). Des Algériens indécents ont confié leurs avoirs à des banques spécialisées dans la captation de biens financiers irréguliers ou à

des cabinets internationaux d'avocats gestionnaires de fortune, ce qui a facilité l'utilisation de mécanismes divers souvent très complexes pour éviter la traçabilité de cet argent mal acquis : parmi ces mécanismes nous retrouvons les sociétés écran.

Une société-écran est une société fictive, créée pour dissimuler les transactions financières d'une ou de plusieurs autres sociétés. Plusieurs buts sont recherchés lors de la création de sociétés écrans : l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent, le but étant de remettre dans le circuit légal, les liquidités issues d'activités illégales (trafics en tous genres, corruption, etc.).

L'implication de nombreux Algériens dans ces pratiques condamnées par la loi ne semble pas émouvoir outre mesure la justice algérienne, encore moins l'administration des impôts : rien lu, rien vu, rien entendu...

Djilali Hadjadj

La corruption est le problème numéro un dans le blanchiment

La lutte contre la corruption est devenue le problème numéro un dans le blanchiment d'argent. Elle est désormais le motif le plus fréquent des communications adressées à la Suisse. Celles-ci ont par ailleurs explosé. Le Bureau suisse de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS) a enregistré l'année dernière 2367 communications ayant trait au blanchiment, soit 35% de plus qu'en 2014, peut-on lire dans le rapport annuel de l'Office fédéral de la police (Fedpol) publié mardi 24 mai 2016. Plus de 90% des signalements émanaient de banques.

Les montants communiqués ont aussi pris l'ascenseur, passant à 4,8 milliards (+44,5%). Le MROS a parallèlement envoyé 579 demandes concernant 2144 personnes et entreprises étrangères à 95 services partenaires. La corruption, et non plus l'escroquerie, a été le motif le plus fréquent de blanchiment. En 2014 déjà, les cas de corruption avaient été multipliés par deux. Plusieurs grandes affaires occupent les autorités helvétiques, comme celles concernant le groupe pétrolier brésilien Petrobras ou celle de l'ancien ministre grec de la Défense Akis Tsochatzopoulos. Les communications portant sur des escroqueries au hameçonnage de données permettant d'accéder aux comptes bancaires («phishing») ont également augmenté : 142, soit 38 de plus. La Suisse est menacée à deux titres. Les résidents peuvent y réunir des fonds, et certains individus peuvent également tirer profit du secteur financier pour rassembler de l'argent de source étrangère et le transférer hors des frontières.

La question pourrait gagner en importance. L'Europe discute en effet d'un renforcement de la coopération internationale et d'un blocage plus systématique des fonds. Les discussions internes portent en outre sur un contrôle plus drastique des instruments de transfert anonymes, sur un accès facilité aux banques de données centrales et sur l'endiguement du trafic des biens culturels.

Selon Fedpol, la Suisse a tout à gagner de l'adoption de mesures efficaces et applicables. Elle participe régulièrement aux groupes de travail européens et internationaux sur la question.

LSC

Les «Panama papers» confirment l'urgence de lutter contre l'évasion fiscale

Les sociétés-écrans, ces instruments qui permettent de cacher l'identité du propriétaire réel d'un compte ou d'une société, sont au cœur du scandale des «Panama papers». Les informations issues des archives d'un cabinet d'avocats panaméen ont permis de montrer l'ampleur du recours aux montages offshore. Nombre d'ONG un peu partout dans le monde appellent à une véritable transparence pour mettre un terme à ces montages qui permettent à la fois de blanchir l'argent du crime et de frauder les administrations fiscales dans le monde entier. Après le «Luxleaks», le «Swissleaks» (et de nombreux autres scandales fiscaux ces dernières années), les «Panama papers» viennent rappeler le rôle central de l'opacité dans les stratégies visant à éviter l'impôt.

En effet, les sociétés écrans sont au cœur de ce scandale : elles sont utilisées dans des montages réalisés par des spécialistes de l'ingénierie juridique qui permettent de protéger à la fois les fraudeurs du fisc et le blanchiment du crime organisé en ne dévoilant pas le nom du propriétaire réel de ces sociétés.

Plusieurs états, y compris au sein de l'Union européenne et aux



USA, continuent d'offrir la possibilité de créer, en toute légalité, des sociétés avec des prête-noms de manière à cacher l'identité du bénéficiaire réel dans le but d'échapper au fisc ou à la justice.

Déclaration et origine des fonds placés à l'étranger

Une solution parmi d'autres : chaque pays doit créer un registre public des bénéficiaires réels des sociétés.

Il s'agirait là d'un premier pas important pour lutter contre l'opacité qui favorise, comme le scandale des Panama papers le démontre une fois de plus, les stratégies d'évitement de l'impôt. En Europe, comme dans les pays en développement, ce sont des centaines de milliards de dollars qui font ainsi défaut aux politiques

publiques. A la suite d'un contrôle ou d'une information judiciaire, l'administration fiscale peut découvrir qu'un contribuable possède une somme placée à l'étranger et non déclarée.

A la lumière de ces affaires, les lois algériennes — celles des finances en particulier —, doivent être dépoussiérées, et prévoir, notamment, la mesure suivante : si le contribuable refuse de révéler l'origine des fonds, ceux-ci seront considérés comme une donation provenant d'un tiers, et donc taxés à un taux très élevé, bien entendu à condition que l'Algérie s'engage dans une coopération internationale qui est en train d'être mise en place. La loi doit prévoir également un accès plus facile aux relevés de comptes bancaires en cas de soupçon de fraude patrimoniale importante.

D. H.